

Révolte de dix gouverneurs de la BCE contre Draghi pour éviter l'effondrement monétaire !

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 20 septembre 2019

Source [Boulevard Voltaire] La Bourse de Paris a clôturé, vendredi 13 septembre, à 5655, soit pratiquement le plus haut annuel de 5672 du 25 juillet, avec une hausse de 19,55 % depuis le 1er janvier. Wall Street a terminé aussi au plus haut, rassuré par le grand jeu, pour relancer la croissance, de Mario Draghi qui a menti publiquement en proclamant que le « *consensus entre les gouverneurs était tellement important qu'un vote eût été inutile* » et dévoilé un vaste programme supplémentaire de laxisme monétaire.

Mario Draghi, prenant acte du ralentissement économique en zone euro, a abaissé le taux négatif de dépôt des banques à la BCE de -0,4 % à -0,5 % pour inciter les banques à prêter aux entreprises et aux ménages. Un système de taux par paliers a été prévu pour alléger les charges d'intérêt actuelles des banques européennes, soit 1,7 milliard d'euros. Draghi a aussi annoncé une reprise des achats d'obligations de dette publique et privée par la BCE, à raison de 20 milliards d'euros par mois, à compter du 1er novembre, « *aussi longtemps que nécessaire* ». Des prêts géants « LTRO » aux banques en quasi-faillite seront aussi accordés par la BCE.

En fait, la zizanie la plus complète et la révolte règnent à la BCE, où les dissensions ont éclaté au grand jour ! « *La BCE a dépassé les bornes* », « *il n'était pas nécessaire de recourir à des mesures d'une telle portée* », « *avec la décision d'acheter encore plus d'emprunts d'État, il sera encore plus difficile pour la BCE de sortir de cette politique. Plus elle dure, plus les effets secondaires et les risques pour la stabilité financière augmentent* », a déploré le très sage et compétent Jens Weidmann, président de la Bundesbank, dans le grand quotidien allemand *Bild*, visant sans le nommer « Draghila » !*

Déplorant plus particulièrement le « redémarrage » des achats d'obligations qui ont déjà permis de déverser 2.600 milliards d'euros sur les marchés entre mars 2015 et fin 2018 pour faire baisser les taux et relancer l'activité, le gouverneur néerlandais Klaas Knot n'a pas hésité à lancer un pavé dans la mare de l'univers feutré de la BCE, sous forme d'un communiqué : « *Cette large panoplie de mesures est disproportionnée par rapport à la situation économique, et il existe de bonnes raisons de douter de son efficacité.* »

Plus grave encore, avant la prise de fonction de la très diplomate et juriste – mais non compétente en matière monétaire – Christine Lagarde, le 1er novembre, la BCE se trouve contestée et fragilisée par dix gouverneurs sur vingt-cinq qui représentent au minimum 60 % du PIB de la zone euro. Se sont opposés au laxisme monétaire, entre autres – ce qui les honore -, François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, et le Français Benoît Cœuré, membre ultra-compétent du Comité exécutif, qui devrait occuper la place de Lagarde. Les dix gouverneurs contestent l'urgence et les mesures prises unilatéralement par Draghi. Selon l'agence Bloomberg, « *il s'agit d'un désaccord jamais vu dans le mandat de 8 ans de Draghi à propos d'une décision majeure de politique monétaire* ».

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)